



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jackie GALABRUN-BOULBES, Laurent JAOU, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Joël VERA

## Aménagement durable - Transports en commun - Stratégie d'investissement patrimonial sur le réseau - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Les enjeux autour des mobilités sont aujourd'hui majeurs et la Métropole en a fait une des priorités du mandat 2020-2026. La Métropole développe de façon très volontariste une stratégie mobilités, adoptée lors du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021, qui permet d'inverser les paradigmes pour réussir la transition climatique et sociale, en apportant des solutions accessibles à tous, en préservant la santé et en améliorant le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole.

L'ambition est forte avec plus d'un milliard d'euros d'investissement dédiés aux mobilités dans le but d'offrir une alternative crédible à l'automobile. Les projets d'infrastructures tels que la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France, la mise en place de 5 lignes de bus à haut niveau de service « *bustram* », associés aux mesures déjà engagées (gratuité des transports, réseau cohérent et sécurisé de pistes cyclables, aides à l'achat de vélo électrique, etc.), permettront de faire baisser la part de la voiture particulière dans les déplacements des habitants.

Au-delà de ces projets de développement, le maintien du patrimoine du réseau existant de transports en commun est primordial et nécessite des moyens importants, d'autant plus importants que le réseau se développe. Les politiques publiques attachées aux transports urbains doivent effectivement mettre en avant les projets neufs sans pour autant négliger le patrimoine transport qu'il convient, *a minima* de maintenir et, au mieux, de moderniser au regard des nouveaux enjeux de mobilités du territoire.

L'absence d'anticipation en la matière serait susceptible de provoquer à terme des incidents d'exploitation pouvant causer à la fois des désagréments pour les voyageurs et des dégâts matériels aux impacts financiers conséquents.

Les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) de taille comparable mobilisent des moyens d'entretien du réseau importants. Par ailleurs, la Chambre Régionale des Comptes a également relevé récemment que les investissements sur le réseau de transports TaM nécessitaient d'être réévalués, et ce notamment dans le cadre du contrat de délégation de service public 2018-2024.

L'ambitieux projet de mobilités doit se fonder sur un solide patrimoine d'infrastructures et de matériels roulants à la hauteur des enjeux. Une véritable stratégie patrimoniale doit par conséquent être mise en œuvre et sanctuarisée financièrement afin de maintenir le système de transports de la Métropole. Le patrimoine transports dépassant désormais 2 milliards d'euros, il est plus que nécessaire de mettre en œuvre une stratégie d'investissements et de maintenance à hauteur de celui-ci.

Trois thématiques structurent la démarche patrimoniale :

Tout d'abord, **l'entretien et la modernisation du réseau nécessite des investissements lourds**. Cette volonté se traduit déjà par des actes concrets puisque 70 millions d'euros supplémentaires d'ici 2024 vont être mobilisés pour renforcer le programme d'entretien et de modernisation du patrimoine. Des audits sur la signalisation ferroviaire ou sur les carrefours routiers en traversée de plateforme sont lancés et d'autres sont à venir sur les systèmes d'alimentation électrique, les lignes aériennes de contact, le réseau ferré vieillissant, les plateformes, les bâtiments ... Afin de mieux maîtriser les coûts de gestion et d'entretien du réseau ferré, des opérations lourdes de changement de rails vont être engagées. Dès l'été 2022 et ensuite en 2023, les secteurs autour de la Gare Saint-Roch, de la place Ernest-Granier, de Moularès ou du Corum seront traités. Plus de 20 millions d'euros sont prévus pour ces travaux.

Ensuite, des **actions très significatives de modernisation et de traitement des systèmes attachés à l'exploitation** vont être mises en œuvre. Diverses thématiques sont concernées : les bornes d'informations visuelles, les systèmes d'aide à l'exploitation, la vidéo, la signalisation ferroviaire... 18 millions d'euros sont prévus à cet effet.

Enfin, le **parc de matériel roulant doit évoluer** pour relever le challenge du « zéro émission carbone » et celui de la gratuité, mais aussi être maintenu pour être à la hauteur des ambitions.

Un programme ambitieux d'acquisition de 77 rames de tramway est lancé. Il se développe ainsi : 22 rames pour la ligne 5, 30 rames pour le renouvellement de la ligne 1, 8 rames pour améliorer la qualité du service et la réserve et 17 rames pour être à la hauteur des ambitions de la gratuité des transports. 275 millions d'euros sont prévus pour cette modernisation du matériel roulant tramway.

Le parc matériel va par ailleurs s'enrichir de 60 BusTrams électriques permettant d'aller plus en avant dans l'objectif de « zéro émission de carbone ». Sont prévus pour cela 45 millions d'euros.

Le verdissement du parc de bus de l'ensemble du réseau est en cours de réflexion avec une étude sur la faisabilité et l'acquisition de bus électriques.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la stratégie d'investissement patrimonial proposée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183581-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.